

Contre les naufrages en Méditerranée : des ponts, pas des murs !

Mobilisons-nous !

Après les drames qui, en Méditerranée, ont provoqué la mort et la disparition d'au moins 2.000 personnes depuis le début de l'année, les chefs d'Etat réunis lors du Sommet extraordinaire de l'Union européenne le 23 avril ont fait le choix, non pas de sauver des vies, mais de renforcer un arsenal sécuritaire en grande partie responsable de ces drames.

En vingt ans, plus de 20 000 morts aux frontières européennes : nos organisations sont consternées par cette politique de non-assistance à personnes en danger.

Face à ces renoncements répétés aux valeurs fondatrices de l'Union européenne, elles ont décidé d'agir ensemble pour exhorter les responsables politiques français et européens à mettre en œuvre une autre politique, qui soit conforme au respect de la vie et de la dignité humaine.

Devant l'urgence, nos organisations ont exposé, dans un texte commun adressé au Président de la République, les revendications suivantes :

- mettre en œuvre sans délai une véritable opération de sauvetage en mer, dotée de moyens à la hauteur des besoins et portée par l'ensemble des Etats membres, à même de prévenir les naufrages et de secourir efficacement toute personne en détresse.
- mettre en place un mécanisme d'accueil des personnes migrantes et réfugiées sur la base de la solidarité entre Etats membres, en activant en particulier le dispositif prévu par la directive européenne du 20 juillet 2001 relative à la protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées.
- ouvrir des voies d'accès au territoire européen pour les personnes migrantes et réfugiées, dans le respect du droit international et européen.
- bannir en matière de migrations toute coopération avec des Etats tiers, d'origine et de transit, qui ne respectent pas les libertés et droits fondamentaux.

Nos organisations appellent à ce que se mobilisent, sous des formes diverses, les citoyens et acteurs de la société civile afin que les élus - locaux, nationaux et européens - soient incités à agir concrètement pour la mise en œuvre de ces solutions.

Elles appellent ainsi à soutenir et relayer largement cet appel, et à prendre l'initiative d'organiser ou d'amplifier des mobilisations. Celles-ci débiteront en France du 20 au 30 mai 2015, avec un temps fort prévu le vendredi 22 mai.

En lien avec leurs partenaires européens et internationaux, nos mobilisations s'organiseront aussi à l'échelle européenne - notamment dans le courant du mois de juin à Bruxelles - méditerranéenne et internationale.

Ensemble, exigeons des ponts, pas des murs

Signataires :

4D, ACAT France, Acceptess-T, ACORT(Association citoyenne des originaires de Turquie), Action Tunisienne, ADA-Accueil Demandeurs d'Asiles, ADDE (Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers), ADTF (association Démocratique Tunisienne de France), AFA (Association Française des anthropologues), AEDH, AFEA (Association française d'ethnologie et d'anthropologie), Ailes – Femmes du Maroc, AMF, les Amoureux au ban public (national), Amoureux au ban public Bretagne, Anafé, Ardhis, ATF, ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France), ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines), ASSFAM, ATTAC, Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers, CASAS (Collectif pour l'Accueil des Solliciteurs d'Asile à Strasbourg), CCFD Terre-Solidaire, CEDETIM (Centre d'Etudes et d'Initiatives pour la solidarité internationale), Centre LGBT Paris Île-de-France, Centre Primo Levi, la Cimade, CISP75, CISP93, CISPM (Coalition internationale des Sans-papier Migrants), Collectif "Le Cercle de Résistance", Collectif les Engraineurs, Collectif pour une autre politique migratoire de Strasbourg, Collectif de soutien aux migrants sud Aveyron, Collectif UCIJ, le COMEDE, CRID, DIEL (Droits Ici et Là-bas), Dom'Asile, Droits Devant !, ELENA-France, Emmaüs Europe, Emmaüs France, Emmaüs International, Enda Europe, FASTI, FIDH, FNARS (Fédération des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale), Fondation France Libertés, FORIM, Français Langue d'Accueil, France Amérique Latine, FTCR, GISTI, Hors la Rue, IPAM (Initiatives pour un Autre Monde), JRS France, La maison ouverte de Montreuil, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, Mouvement Utopia, MRAP, PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines), Plateforme "Tenons et mortaises, un monde à faire venir", O.C.U. (Organisation pour une Citoyenneté Universelle), R.C.I. (Réseau chrétien-Immigrés), REMDH (Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme), RESF, Réseau Féministe « Rupture », Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Réseau Immigration Développement Démocratie - IDD, Réseau Migreurop, la Revue d'Histoire « Cahiers d'Histoire », Revue « Multitudes », RITIMO, Romeurop, Roussillon-Maghreb, SAMU Social de Paris, Secours Catholique – Caritas France, Scribest, Si les femmes comptaient, Société Européenne des Auteurs, SOS Migrants (Belgique), le Syndicat de la Magistrature, Terre d'Errance, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale Solidaire, Watch the Med – Alarm Phone